

ENTRETIEN JEAN-DOMINIQUE GIULIANI, président de la Fondation Robert-Schuman

« Si Syriza veut réussir, il va devoir s'éloigner des extrêmes »

► L'Union européenne est prête à discuter des taux et des délais de remboursement de la dette grecque, mais continue d'exiger en retour des réformes et une politique fiscale qui fonctionne.

La victoire de Syriza peut-elle créer une dynamique en Europe ?

Jean-Dominique Giuliani : La vraie raison de la victoire de Syriza se trouve en Grèce. Tous les gouvernements grecs, jusqu'en 2012, ont conduit la Grèce à la faillite. Ce n'est pas l'Europe qui a mis la Grèce en difficulté, mais la Grèce elle-même, et l'Union européenne l'a sauvée. C'est à cause de cette situation que les Grecs ont choisi un jeune premier ministre radical et intègre, Alexis Tsipras : il s'agit d'une sommation de leur part à leur vieille classe politique corrompue et inefficace.

La Grèce est donc une exception ?

J.-D. G. : Absolument ! Il s'agit d'un cas hors norme, avec un gouvernement défaillant, sous assistance permanente. Plus de 100 salariés de la Commission européenne se trouvent en permanence à Athènes, avec les missions de refaire un cadastre, de dresser la liste fiscale, de refaire fonctionner l'administration...

Jusqu'où peut aller l'UE en termes de solidarité avec la Grèce ?

J.-D. G. : L'Europe a déjà accompli d'importants gestes de solidarité envers la Grèce.

Quelque 110 milliards d'euros de dettes annulées, et 240 milliards d'euros de prêts et de garanties. La France est engagée à hauteur d'une cinquantaine de milliards d'euros. Une annulation de dettes n'est pas possible : 50 milliards d'euros, pour la France, c'est ce que rapporte l'impôt sur le revenu chaque année. La solidarité européenne doit tenir compte des contraintes intérieures des pays prêteurs.

Mais le signal envoyé par la Grèce ne va-t-il pas être suivi d'un infléchissement des politiques d'austérité en Europe ?

J.-D. G. : Le programme de Syriza prévoit de dépenser 12 milliards d'euros tout de suite. Mais il n'en a pas un centime ! Il lui faut donc l'accord de ses partenaires européens. Ces partenaires accepteront de discuter, comme ils le font toujours quand un pays de l'Union est en difficulté, pour alléger le fardeau des Grecs et accompagner le redémarrage de leur économie. L'UE peut accepter de remettre en perspective les délais de remboursement et les taux.

Quelles conditions mettra Bruxelles à cette discussion ?

J.-D. G. : L'Union européenne peut discuter si la Grèce poursuit ses réformes et se transforme en État impartial, non corrompu et qui sait percevoir l'impôt. Le montant des fonds grecs placés en Suisse est équivalent à la totalité de la dette grecque ! La Grèce doit apprendre à faire entrer des recettes dans les caisses de l'État et pas seulement à dépenser.

Comment prendre en compte ce vote au niveau européen ?

J.-D. G. : Il faut prendre en compte l'aspect raisonnable du message démocratique du peuple grec qui demande que soit allégé le fardeau des plus défavorisés. Si Alexis Tsipras s'engage à faire ce qu'aucun gouvernement grec n'a réussi - à savoir reconstruire un État qui fonctionne, faire rentrer l'impôt, accélérer les réformes -, la Grèce retrouvera toute sa place dans l'Europe. Car tout le monde en a assez de l'incurie.

D'autres pays européens comme l'Espagne, où progresse le parti Podemos, peuvent-ils suivre un chemin comparable à la Grèce ?

J.-D. G. : L'Espagne, l'Irlande - mais aussi la Lettonie, qui a subi une cure d'austérité aussi draconienne que la Grèce, et qui va bien aujourd'hui - ont fait la démonstration que l'on peut revenir à une meilleure fortune sans avoir recours au populisme. Si Syriza veut réussir, il va devoir s'éloigner des extrêmes. Il a déjà accompli une partie du chemin. En 2012, ce parti prospérait sur le thème de la sortie de l'UE et n'en parle plus aujourd'hui. Tout va dépendre de ses premiers mois au pouvoir.

La question de la sortie de la Grèce de l'euro est-elle sur la table ?

J.-D. G. : Non. Mais je dirais qu'elle est sous la table. C'est à Alexis Tsipras maintenant de faire ses preuves, mais il lui faudra aussi gérer l'immense espoir qu'il a fait naître en Grèce.

RECUEILLI PAR NATHALIE LACUBE

REPERES

QUI DÉTIENT DE LA DETTE GRECQUE

● La dette publique représente aujourd'hui 175 % du PIB grec. Elle s'élève à 321 milliards d'euros, dont plus de la moitié - 70 % - est détenue par des créanciers publics. Ainsi, le Fonds monétaire international (FMI) en détient 32 milliards.

● Le reste est réparti entre la BCE (60 milliards), les banques centrales nationales et les États membres de l'UE. Pour le premier plan d'aide, en 2010, les Européens ont accordé des prêts bilatéraux : Berlin a prêté 15 milliards, la France 11 milliards, l'Italie 10 milliards et l'Espagne 7 milliards.

● Le deuxième plan a été géré par le fonds de secours européen, le FESF (devenu le MES, mécanisme européen de stabilité). C'est ce fonds, créé pour l'occasion, qui a emprunté 142 milliards pour aider Athènes. Les États membres ont apporté leurs garanties à cet emprunt, proportionnellement à leur poids dans le capital de la BCE. Les pertes du fonds, en cas de non-remboursement, seraient donc assumées par les États : 41 milliards pour l'Allemagne, 31 milliards pour la France et 28 milliards pour l'Italie.